

REPUBLIQUE GABONAISE

- - - - -

Union- Travail- Justice



**ALLOCUTION DE SON EXCELLENCE,
MONSIEUR ALI BONGO ONDIMBA
PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,
CHEF DE L'ETAT**

A LA QUINZIEME CONFERENCE DES PARTIES A LA
CONVENTION CADRE DES NATIONS UNIES SUR LES
CHANGEMENTS CLIMATIQUES, ET LA CINQUIEME
CONFERENCE DES PARTIES AU PROTOCOLE DE KYOTO

(SEGMENT DE HAUT NIVEAU)

Copenhague le 16 Décembre 2009.

Vérifier à l'audition

**Monsieur le Président,
Mesdames, Messieurs,**

Au début de l'ère industrielle, nul n'aurait pu imaginer que la voie du développement empruntée par nos prédécesseurs allait compromettre un jour aussi gravement l'avenir de l'Humanité et de la planète toute entière. Comment nos parents auraient-ils réagi, s'ils avaient su qu'ils nous laisseraient une maison qui brûlerait ?

Et la communauté internationale se demande aujourd'hui, ce qu'il y a lieu de faire face à cette problématique du changement climatique qui réunit depuis hier, l'ensemble des dirigeants de la Planète et mobilise la presque totalité de l'humanité en attente de décisions ambitieuses.

En effet, au quotidien, devant nos yeux et à la télévision, plus de cinq sixièmes de l'Humanité vivent, à cause de ce changement climatique, les inondations, la sécheresse, les maladies, la baisse de la productivité agricole, les feux de forêts et j'en passe...

Ainsi sommes nous devenus, malheureusement, accoutumés et insensibles à ces drames humains ?

Que faisons-nous dès lors, pour éviter à des êtres humains de vivre aujourd'hui dans une précarité quasi inhumaine ?

Que faisons-nous pour éviter la destruction des écosystèmes indispensables à la vie ?

Que faisons-nous pour éviter de transmettre à nos enfants ce lourd fardeau ?

Nous devons impérativement agir pour proposer aux générations actuelles et futures, un véritable projet de développement à faible émission de carbone comme nous le commande la situation actuelle.

Ce projet ne pourra voir le jour que si, nous, Hommes politiques, le voulons vraiment, en prenant les décisions qui s'imposent à nous.

D'autres crises, que l'Humanité a traversé par le passé me permettent de dire qu'il s'agit avant tout, de la volonté de faire ensemble. Il s'agit de solidarité, solidarité que j'estime indispensable pour réussir à relever, tous ensemble, le plus grand défi auquel l'Humanité est confronté.

Alors, comment mettre en œuvre à l'échelle planétaire, cette nouvelle solidarité, ou plutôt cette solidarité reformulée ? Nous devons absolument passer de la rivalité et de la compétition entre les Nations à une véritable coopération.

Chacun d'entre nous compte. Chacun d'entre nous a sa part dans ce combat.

Dans cet esprit, changer le monde sera à notre portée. Nous devons agir ensemble, ici et maintenant, pour conduire l'Humanité vers un avenir en confiance.

Agir ensemble, face à cette nouvelle conception qui s'impose à nous, à savoir, celle des biens publics mondiaux : l'air, l'eau, les forêts, la biodiversité. A cela, il faudrait aussi ajouter la santé, les connaissances, la sécurité et le bonheur des peuples.

Cette nouvelle approche nous oblige à accepter le principe de responsabilité globale face à un destin qui nous est commun. Certes, il faudra différencier les responsabilités, et tenir compte des circonstances nationales et régionales, si nous ne voulons pas compromettre notre avenir.

Relevons néanmoins que des efforts ont déjà été accomplis :

Son Altesse Royale le Prince de Galles, comme nous avons pu tous le constater lors de l'ouverture de cette conférence, joue un rôle remarquable dans la sensibilisation sur les questions des changements climatiques.

L'Europe a réalisé des progrès conséquents dans la réduction de gaz à effet de serre comme elle s'y était engagée.

Le Brésil pour sa part, a fait d'énormes progrès dans la lutte contre la déforestation. La Norvège quant à elle, pose déjà certains actes à travers le monde, en faveur de la protection des forêts.

Enfin, sans être exhaustif, relevons que la France ne cesse, ces derniers temps, de ménager ses efforts diplomatiques pour rapprocher tous les points de vue et rechercher des solutions concrètes pour résoudre les problèmes qui se posent à nous.

Cependant, ces efforts restent largement insuffisants au regard de l'immense tâche qui nous attend.

S'agissant de la coalition des pays des forêts tropicales humides, de nombreux efforts d'organisation et de conception permettent désormais d'affirmer que dorénavant, nous sommes prêts pour une action qui permette de réduire les émissions de gaz à effet de serre dues à la déforestation et à la dégradation des forêts, et promouvoir la conservation des forêts.

En mettant en œuvre ce REDD +, le Gabon assumera sa part de responsabilité au regard de son potentiel d'atténuation dans le domaine de la forêt. En agissant ainsi, j'ai la certitude de sauver des vies humaines en Afrique, et, dans les îles, pour lesquelles leur disparition est déjà programmée par le dérèglement du climat.

Comprenez, au vu de l'urgence, que je puisse en appeler à la responsabilité de chacun. En effet, avant d'être politique et économique, la crise climatique est avant tout un devoir moral.

Dans ce contexte, avec ou sans accord, le peuple gabonais, par ma voix, vous dit qu'il continuera à remplir sa part de devoir.

Ici à Copenhague, je prends devant vous et au nom du peuple gabonais, l'engagement d'aller encore plus loin dans l'amélioration de la gestion forestière.

Depuis Rio le Gabon a créé plus de 3 millions d'hectares de parcs nationaux. Nous avons inscrit 9 millions d'hectares de permis forestiers sous aménagement durable, dont 2 millions ont obtenu une certification par le FSC pour leur gestion exemplaire. Nous avons par ailleurs, réduit nos émissions liées à la déforestation et à la dégradation des forêts de 20 millions de tonnes de CO₂ par an – nous pensons pouvoir arriver à un chiffre de 50 millions de tonnes en 2015.

De plus, notre action en faveur du Climat s'étend déjà à d'autres secteurs, notamment l'interdiction des émissions provenant des gaz torchés. Un plan climat sera formulé au cours de l'année 2010 pour nous permettre de suivre un développement à faible émission de carbone.

Je m'engage par ailleurs à faire promulguer le Code du développement durable dans lequel, la question climatique sera centrale.

Enfin, j'ai engagé le Gabon dans un programme d'éradication de la

corruption afin d'asseoir définitivement les principes de bonne gouvernance, préalables à un partage équitable des richesses et l'établissement de coopérations fructueuses en toute confiance.

Si mon pays a tenu ses engagements depuis Rio, j'ai du mal à comprendre que d'autres avec des moyens financiers et techniques sans commune mesure, aient du mal à le faire de leur côté.

Beaucoup trop de promesses et d'engagements faits n'ont pas été tenus à ce jour. Le passage à l'action s'impose aujourd'hui. Notamment une action urgente et massive qui permettra de garantir le succès contre le changement climatique, dans le cadre du Plan d'action de Bali et du protocole de Kyoto.

Pour ceux qui pensent aujourd'hui que la facture est lourde à supporter, je voudrais leur dire qu'ils se trompent.

En effet, cette facture le sera encore plus dans 5 ans et insupportable dans les 10 prochaines années ; et, dans 20 ans, le prix de l'inaction sera la condamnation définitive de la planète à devenir un enfer du à l'irréversibilité des processus en cours.

La lutte contre le changement climatique n'est pas un choix. Elle est une obligation qui nous impose d'avoir une vision commune sur les moyens à mettre en œuvre pour atteindre nos objectifs. L'implication entière de tous est dès lors indispensable pour le succès de notre lutte.

L'Homme, vous en conviendrez, a été à l'origine des problèmes auxquels nous devons faire face aujourd'hui – il lui revient dès lors, de rechercher de toute urgence, les solutions appropriés en vue d'un règlement de ces questions.

Je vous remercie.